

Message à la Nation du chef de l'Etat à l'occasion du 44e anniversaire de l'Indépendance

4 juillet 2004

Sénégalaises, Sénégalais, Mes chers Compatriotes, Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Que Dieu déverse encore sur vous Sa Grâce et Sa Miséricorde,

Qu'il reçoive en Son Paradis nos parents qui nous étaient si chers mais nous ont quittés par sa Volonté,

Qu'il vienne en aide aux malades et à tous ceux qui souffrent sur cette terre du Sénégal.

Demain, s'il plaît au tout Puissant, la nation sénégalaise, une fois encore, célébrera le 44ème anniversaire de son indépendance et date d'accession à la souveraineté internationale.

C'est pourquoi, nous fêtons, au-delà de notre liberté retrouvée, les résultats remarquables des efforts que notre peuple a consentis. C'est pourquoi nous veillerons sur les acquis en étant conscients du long chemin qui nous reste à faire. Aussi, devons nous sans délai, nous remettre au travail en nous efforçant de faire mieux.

Le 19 mars, jour du 4ème anniversaire de mon accession au pouvoir, vous avez été nombreux, très nombreux, mes chers Compatriotes, à venir à la Porte du Millénaire, dans la joie et l'allégresse, me manifester votre affection et votre satisfaction de la manière dont j'ai géré notre pays depuis que vous m'en avez confié la direction il y a quatre ans. Ce témoignage, à la face du monde, est plus éloquent que tous les discours.

Cette fête avait été prévue pour se dérouler à Thiès et c'est pour cette raison que j'avais autorisé d'importantes dépenses de restructuration des principales artères de la ville. Malheureusement, malgré la course contre la montre, les emplacements n'ont pas pu être livrés à l'Armée à temps. Je voudrais rassurer les populations de Thiès, cette ville qui a été au premier rang de mon combat avec feu le Lion du Cayor, mon frère et ami Boubacar Sall, que nous nous y retrouverons bientôt pour inaugurer les belles réalisations dignes des villes les plus modernes. Nous ne nous en arrêterons pas là, mais poursuivrons nos efforts, en même temps que la modernisation d'autres capitales.

Mes chers Compatriotes,

Je vous adresse donc, à toutes et à tous, mes remerciements et mes vives félicitations auxquelles j'associe les étrangers qui vivent parmi nous et ont leur part dans les résultats remarquables qui font aujourd'hui, notre fierté.

Avant d'aller plus loin, je tiens à exprimer ma gratitude aux chefs d'Etat et de Gouvernements des pays frères qui, malgré les nombreuses et lourdes charges qu'ils assument ont sacrifié un temps précieux pour venir à nos côtés et partager notre joie. Leur présence donne aux festivités commémoratives de notre indépendance un cachet panafricanistes qui illustre éloquentement l'idéal que nous partageons tous ensemble au service de l'Union Africaine.

Mes chers Compatriotes,

L'occurrence miraculeuse du chiffre 4 dans la vie de notre nation n'aura certainement pas échappé à votre vigilance. Jugez en : le 4 avril 2004 signifie le 4ème jour du 4ème mois de la 4ème année du millénaire. Le présent anniversaire est le 44ème. Nous constatons donc un ensemble d'occurrences de 5 fois le nombre 4, dans lequel s'inscrit l'histoire du Sénégal

Mes chers Compatriotes,

Notre première préoccupation est, bien sur, l'approfondissement de notre démocratie dans la paix. Quelqu'un a dit "Le Sénégal a une mine : sa démocratie".

Aujourd'hui, la démocratie en action, au delà de ses bases bien ancrées dans la Constitution et dans nos lois, se consolide par le dialogue. C'est pourquoi j'ai érigé le dialogue en culte ! Dialogue avec les partis politiques dialogue avec les syndicats, dialogue avec toutes les forces vives de la nation.

Ouverture et dialogue, voilà ce qui fonde également notre démarche au-delà de nos frontières.

La paix, l'entente cordiale avec nos voisins, la promotion du NEPAD et la poursuite de l'Union africaine restent au cœur de notre action diplomatique.

L'initiative de tenir à Dakar une conférence internationale sur le dialogue islamo-chrétien en décembre 2005 et le projet de création d'une Cité de la paix au Sénégal répondent à notre désir ardent de contribuer à la paix universelle pour instaurer entre les peuples des relations fondées sur le dialogue et la tolérance.

Mes chers Compatriotes,

L'année dernière, je vous annonçais, dans mon message du 4 avril, les progrès enregistrés pour le retour définitif de la paix en Casamance.

Malgré les exactions d'une poignée de bandits qui, se rendant compte que la terre est en train de se dérober sous leurs pieds, attaquent les démineurs et les villageois innocents, je dirai que rien ne nous arrêtera sur le chemin vers la paix voulue par le peuple sénégalais et par l'Abbé Diamacoune Senghor et la direction historique du MFDC. Nous avons enregistré des acquis réels et décisifs vers la paix et nous poursuivrons nos efforts dans ce sens. J'ai donné à l'Armée l'ordre de protéger les populations désireuses de regagner leurs foyers ainsi que les personnes engagées dans la reconstruction. Le gouvernement est plus que jamais décidé à exécuter normalement la mise en œuvre du programme de reconstruction de la Casamance.

En plus de la réhabilitation des villages, les régions de Ziguinchor et de Kolda ont bénéficié récemment d'un financement de 825 millions sur notre budget. Les bailleurs tenant compte des progrès réalisés ont décidé de débloquer l'assistance de 60 milliards promis pour cette reconstruction de la Casamance.

Je tiens maintenant à exprimer toute mon appréciation positive aux jeunes qui, animés d'un formidable élan patriotique, ont pris une part active à l'exécution du programme de reconstruction.

Je voudrais dire, solennellement à tous ceux qui hésitent encore à faire le pas décisif vers la paix et la réconciliation, que toutes les mesures d'apaisement que j'ai édictées pour accompagner le processus de paix restent en vigueur.

Le Gouvernement prendra donc toutes les dispositions nécessaires afin d'aider tous ceux qui acceptent de déposer les armes à retrouver une vie normale, décente et digne de leurs familles.

Et je n'exprimerai jamais assez ma compassion à l'égard des victimes du Joola, en vérité victimes de notre insouciance collective qui a accumulé les erreurs depuis près de 10 ans. Les indemnisations se poursuivent normalement selon une procédure simplifiée. S'il y a le moindre problème, ma porte reste ouverte pour que nous trouvions ensemble et immédiatement la solution. Je demande au Gouvernement de terminer la prise en charge des pupilles de la Nation, enfants des victimes et de poursuivre l'assistance aux jeunes et aux étudiants dont la vie a été perturbée par la tragédie.

La recherche de remplacement du Joola se poursuit. Je rappelle qu'un bateau de remplacement est en construction dans les chantiers allemands depuis la tragédie, mais que le ministre des Transports est en train de chercher un bateau qui, transitoirement, pourra assurer le relais.

Mes Chers Compatriotes,

Si, en moins d'un demi-siècle d'existence de notre Etat, les Sénégalais ont su faire bloc, corps et âme, pour créer et consolider l'Etat-Nation, c'est que chaque Sénégalaise et chaque Sénégalais exaltent quotidiennement les vertus cardinales de patriotisme, d'amour du prochain, d'ouverture et de tolérance qui habitent notre peuple depuis la nuit des temps''.

L'histoire des peuples et la lecture attentive de l'actualité nous enseignent que, lorsqu'elle est fondée sur la négation de l'autre, la diversité porte en elle les germes de la méfiance, charrie la tension et conduit aux conflits.

Par contre, vécue dans le respect de nos différences, la diversité est source d'enrichissement et d'harmonie.

Rendons grâce à Dieu. Sur cette terre que nous ont léguée nos ancêtres, nous avons, en effet, hérité de valeurs sublimes, propres à toutes les composantes de notre corps social et fondées sur des rapports de respect mutuel, de tolérance et de convivialité. Dans ce sens, je viens de mettre en place une Académie des langues nationales où toutes les langues de notre pays, sans exception, trouveront leur place.

Revisitons les règles de bienséance, l'esprit de solidarité et de partage qui gouvernent et raffermissent l'interaction entre nos différentes religions.

Ces règles et cet esprit font que les Sénégalais, quelle que soit leur obédience religieuse, partagent les mêmes joies et les mêmes peines.

N'oublions pas, en effet, que dans une même famille se mêlent musulmans et catholiques, que dans certains de nos cimetières, musulmans et chrétiens se reposent côte à côte pour l'éternité. Tel est, et tel doit rester le Sénégal !

Si j'insiste sur ces valeurs, c'est parce que, supports de notre cohésion sociale, elles forment notre référence identitaire. Comme une lumière jaillissante de notre passé, elles illuminent notre présent et éclairent notre futur. Sans elles, nos repères seraient brouillés et notre Nation perdrait son âme.

Alors, pouvoirs publics, leaders d'opinion, parents, éducateurs, nous sommes tous, en tant que dépositaires de ce trésor inestimable, tenus par les exigences de notre langage, les exigences d'attitude, de comportement et d'action, compatibles avec les principes fondateurs de la République ainsi que les impératifs de paix, de cohésion nationale et d'intégrité territoriale.

Gardons-nous d'emprunter des voies qui, ailleurs, n'ont pu mener qu'à l'impasse, voire au chaos et à la ruine des peuples.

Ensemble, veillons plutôt à préserver jalousement cet héritage civilisationnel d'une grande richesse pour le transmettre, en guise de viatique, à nos enfants, légataires du Sénégal de demain.

Pour ma part, je resterai toujours une sentinelle vigilante pour la défense de ces valeurs et la consolidation de notre démocratie que nous avons hissée au rang de celles dites majeures grâce à notre génie créateur.

Voilà pourquoi je suis en permanence ouvert au dialogue et à la concertation tant à l'endroit des partis politiques qu'à l'égard de tous les partenaires sociaux.

Ma recherche permanente d'un consensus autour de l'essentiel, répond à ce souci de propulser le Sénégal dans le cercle des Nations émergentes car, à la vérité, le combat qui nous reste à gagner est celui du développement.

Mes Chers Compatriotes,

Le Livre Blanc sur les réalisations du Gouvernement a abordé, en détail, et chiffres à l'appui, les progrès que nous avons réalisés ensemble depuis que vous m'avez investi de votre confiance pour mener avec vous la marche vers le changement.

Je ne reprendrai pas ici les éléments de ce document ; je me contenterai seulement d'affirmer haut et fort que le Sénégal se porte bien.

Avec un taux de croissance de 6 % en 2003, notre économie continue d'enregistrer des performances qui nous valent la confiance renouvelée de nos partenaires.

Une diversification plus affirmée de la production agricole ouvre, pour nos paysans, de meilleures perspectives de commercialisation.

Cette tendance sera maintenue et renforcée pour la prochaine campagne, notamment par :

la poursuite des programmes maïs, sésame et manioc et le lancement de nouveaux programmes comme le blé et le manioc ;

la multiplication des centres polyvalents de formation d'agriculteurs ;

une meilleure maîtrise de l'eau avec les bassins de rétention et les barrages collinaires en plus des possibilités que nous offrent les pluies provoquées ;

les forêts villageoises d'arbres fruitiers et renforcement des infrastructures villageoises de stockage.

Un accent particulier sera mis sur l'accès des femmes à la terre. J'y veillerai personnellement.

Nul doute que les grands projets qui arrivent maintenant à maturation vont créer des milliers d'emplois : les routes, l'autoroute, l'autoroute à péage, le nouvel aéroport international Blaise Diagne, les projets d'irrigation de centaines d'hectares dans la région de Matam et les cultures que nous allons y faire...etc.

Mais, nous pouvons encore faire plus et mieux. Comme j'ai l'habitude de le dire, nous ne devons jamais plafonner nos ambitions pour notre pays et pour l'Afrique.

Malgré nos efforts dans le domaine de la santé, le plus grand de tous les chantiers où nous avons accompli des conquêtes certaines, il reste encore à faire, beaucoup à faire. Nous avons stoppé l'avancée du SIDA, mais ne dormons pas sur nos lauriers. Efforçons nous de conserver les acquis et de gagner de nouveaux territoires sur l'ennemi. J'ajoute que notre pays vient de déclarer la guerre au paludisme qui fait des ravages au sein de nos populations.

A l'échelle du monde, nous vivons en effet une ère de mutations accélérées. De nouveaux paradigmes se déclinent et conditionnent le succès ou l'échec des Nations. Ils ont pour noms vitesse, concurrence, compétitivité et productivité.

Marqué du sceau de l'urgence, le nouvel environnement mondial ne laisse aucune place à l'inertie et à l'immobilisme.

Il nous faut, sans cesse, développer la mystique du travail, aiguïser notre esprit d'éveil et d'anticipation, hâter la cadence pour rester au diapason des pays qui avancent.

Dans cet effort, je sais que je peux compter sur l'Administration rénovée et modernisée, qui doit donner le ton.

C'est dans cet esprit que je procéderai prochainement au lancement officiel du Programme National de bonne gouvernance conçu pour améliorer la qualité du service public, favoriser un environnement propice à l'investissement privé et créer les conditions optimales d'une Administration de proximité ayant un impact positif direct sur les conditions de vie des populations.

Ce programme s'articule autour de choix stratégiques clairement identifiés : la transparence, la lutte sans merci contre l'absentéisme et la corruption, le renforcement des capacités institutionnelles-en particulier celles de la justice- et l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication dans toutes les activités de l'Administration et dans les relations entre elle et les citoyens.

D'ici à Mai 2005, la Délégation au Management Public devra terminer l'audit organisationnel et institutionnel complet de l'Administration qu'elle a déjà entamé sur ma demande.

La modernisation de l'appareil étatique ne saurait souffrir d'un quelconque dogmatisme.

Dans le respect des dispositions légales et réglementaires, ses procédures et règles de fonctionnement doivent être allégées et simplifiées.

La loi modifiant certaines dispositions du Code général des impôts s'inscrit d'ailleurs dans cette optique.

La contribution globale unique, comme nous l'appelons, instaurée par cette réforme, se substitue ainsi à six différents impôts. Ce principe sera bien entendu adapté à chaque catégorie.

Désormais, le redevable soumis à la contribution globale unique s'acquitte, définitivement et une seule fois par an, de ses obligations fiscales. Il en résultera une réduction des coûts de gestion de l'impôt et une amélioration de l'efficacité de l'administration fiscale.

Je voudrais insister, ici, sur l'importance particulière que j'accorde aux rapports entre l'Administration et ses usagers.

Le service public étant à la charge du contribuable, il doit, en contrepartie, rester à la disposition de ce dernier par son accessibilité, sa neutralité et son accueil convivial et courtois.

La prestation de service n'est en rien une faveur faite à l'utilisateur. Au contraire, c'est même une sorte de créance que le citoyen est en droit de recouvrer.

Au demeurant, même dans l'hypothèse d'une requête mal fondée, le refus de l'Administration doit toujours être notifié à l'intéressé.

J'engage les pouvoirs publics, à tous les échelons, à veiller au respect strict de ces règles et sanctionner, sans faiblesse, les manquements.

Evidemment, la motivation des agents est aussi à la base d'une Administration performante. Après la dernière hausse des salaires, le Gouvernement reste cette année encore dans la dynamique d'une revalorisation du pouvoir d'achat des agents de l'Etat.

Mes chers compatriotes, La rentabilité de l'activité économique et le changement qualitatif de nos conditions de vie restent aussi tributaires de la mobilité urbaine.

Nous devons nous rendre à l'évidence : avec plus de 2,5 millions d'habitants sur seulement 550 Km carrés, notre capitale ne répond plus à certaines exigences d'un développement économique et social harmonieux.

Le projet de ville nouvelle, qui a d'ailleurs fait l'objet d'un large consensus – et je m'en félicite— a pour vocation de désengorger Dakar en opérant un rééquilibrage dans l'occupation spatiale de notre pays.

En attendant sa réalisation, un programme destiné à assurer une meilleure fluidité de la circulation à Dakar et ses environs sera lancé des juillet prochain”.

Mais en tout état de cause, l'avènement d'un Sénégal meilleur exige que chacun de nous donne le meilleur de lui-même.

J'ai tant évoqué les valeurs et vertus de notre société. Mais, nous avons également un passif à résorber.

Il nous faut, mes chers compatriotes, par une révolution collective des mentalités, redéfinir nos rapports avec le travail, les normes de la discipline, d'organisation et de hiérarchisation de nos priorités.

Des pratiques telles que l'encombrement indu de la voie publique, l'occupation illégale de l'espace, la violation délibérée des règles en matière de circulation et de salubrité publique constituent autant d'obstacles dont la levée conditionne en grande partie l'engagement de notre société sur la voie d'un progrès durable.

Je voudrais à présent remercier les étudiantes et les étudiants pour leur confiance renouvelée à l'occasion de la leçon inaugurale que j'ai donnée à l'université, le vendredi 26 mars 2004. C'est vrai que nous faisons beaucoup pour l'éducation : 173 milliards cette année, des bourses ou aide à tous. Mais nous essaierons de faire mieux pour atteindre, en 2007, 50 pour cent du budget dédié à l'éducation. Même si cela est difficile, nous essaierons pour approcher cette norme.

Mais à ceux qui, étudiants et élèves, pour un oui ou un non, décrètent le fameux +48 heures de grève renouvelables+, je voudrais dire que c'est leur avenir qu'ils compromettent. Le temps que passe l'étudiant à l'université pour étudier est limité. Quiconque vous conseille autre chose vous donne de mauvais conseils et ne se préoccupe pas de votre avenir.

“Ce n'est pas parce que j'ai inscrit dans la Constitution le droit à la marche qu'il faut tous les matins, pour un oui ou un non, abandonner son travail ou ses études et occuper les rues. Les heures perdues sont autant de richesses non créées et donc perdues pour notre pays”.

M'adressant maintenant à vous tous, je voudrais inviter chacun à exercer pleinement ses droits et libertés reconnus dans notre Constitution, mais à cultiver un comportement républicain et à adopter un langage mesuré. Donner de notre pays, par un comportement peu réfléchi, une image négative peut nous atteindre tous. C'est toute la problématique de l'usage des libertés qui est ainsi posée.

A tous nos compatriotes qui, de plus en plus s'adonnent au jeu de la marche et des grèves, je rappelle ceci :

“Ce n'est pas parce qu'on a le droit de grève qu'il faut faire la grève tous les jours. Même en France, il n'y a pas ce qu'on appelle les abus de liberté que nous constatons chez nous à présent. Le résultat, c'est que ceux qui nous observent de l'extérieur disent : “le Président Wade va trop vite en voulant installer la démocratie au galop. Nous, disent-ils, nous avons mis trois siècles”.

Mes chers Compatriotes,

Il nous faut démentir ceux-là et montrer que nous sommes un peuple majeur qui sait gérer ses libertés sans contrainte.

J'ai eu l'occasion de dire que les Japonais, qui ont voulu rattraper les Occidentaux, sachant que la grève, finalement, est une perte sèche de l'économie nationale, ont inventé une nouvelle forme originale de grève, celle du foulard rouge, du silence ou du chant, tout en travaillant. Cela, on peut le faire de plusieurs manières et la grève n'est qu'une forme parmi tant d'autres. Alors exerçons notre imagination pour définir des formes compatibles avec notre état de sous développement, notre état d'un pays qui veut rattraper ses retards.

Nous devons comme les Japonais, inventer de nouvelles formes de protestations. Car ce qui est important, c'est que la manifestation soit perçue par l'autorité. Pourquoi ne pas porter un brassard mais travailler ? Les étudiants doivent savoir que chaque minute est importante pour eux et pour la nation. Ils pourraient décider, par exemple, de ne pas sortir des amphithéâtres et réclamer davantage de cours, encore des cours ! Les travailleurs en général devraient aussi trouver d'autres formes d'expression. Bref, je fais confiance à votre imagination à tous pour faire au moins aussi bien que les Japonais, trouver des formes d'expression qui ne portent pas préjudice à la formation ou à l'économie. Bien entendu, ce sont là des suggestions qui

ne remettent nullement en cause les libertés, notamment le droit de grève, qui sont inscrites dans notre Constitution.

Mes chers Compatriotes,

Je voudrais revenir vers les jeunes du Sénégal. Je vous retrouve toujours avec le même enthousiasme et je suis persuadé que vous serez encore au rendez-vous historique demain. Je connais la flamme patriotique qui brûle en vous. Aussi suis-je à vos côtés et à votre écoute.

Avec le Fonds National pour la promotion de la jeunesse, l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes et le Programme 'Jeunes dans les Fermes Agricoles', mon ambition est de sceller avec vous, à l'échelle nationale, un pacte fort et durable contre le chômage des jeunes.

Dans un pays en plein chantier, vous êtes, par votre énergie débordant, les alliés les plus sûrs.

J'ai demandé au Gouvernement d'ouvrir de nouveaux chantiers : le chantier des handicapés qu'il faut poursuivre pour que ceux-là soient définitivement réinsérés dans notre vie sociale et active et ainsi que le chantier des jeunes inactifs des quartiers.

Il nous faut reconnaître que nos immenses efforts vers la jeunesse reconnus partout en Afrique et dans le monde ont négligé les jeunes inactifs des quartiers, ceux qui ne fréquentent ni école moderne, ni école coranique et ne savent que faire de leur temps. Je demande aux Maires de confectionner des programmes spéciaux et de les communiquer au Premier ministre par l'intermédiaire du ministère de tutelle. Bien entendu, l'année budgétaire est déjà bouclée, mais je tiens à ce que les projets y afférents trouvent une bonne place dans le prochain budget de la nation. En attendant, le Premier ministre, le ministre des Finances et les Maires s'efforceront de trouver les moyens d'aborder ce problème qui me tient à cœur.

Mes chers Compatriotes,

Cette fête est également celle de l'Armée nationale.

Vouées entièrement aux causes de la Nation et de la République, nos Forces armées paient périodiquement le tribut de leur noble mission. Ce sont encore trois soldats qui sont tombés sous les balles des bandits et d'autres blessés par la trahison. Les desperados perdus pensent qu'ils pourront, par le banditisme, s'opposer au profond mouvement de paix entamé largement en Casamance. Ils se trompent lourdement car rien, je dis rien, ne nous détournera de notre voie vers la paix définitive.

Notre armée s'illustre toujours sur les différents théâtres d'opération, au service de la paix et de la sécurité internationales.

Ceux qui me font le plus plaisir, c'est qu'on l'appelle partout en raison de son professionnalisme mais aussi de l'honnêteté de nos soldats qui, dit-on, ne pillent pas les pays où ils sont appelés, mais aident plutôt les populations, les vieilles personnes, les femmes et les enfants. Nos soldats sont réclamés par les populations elles-mêmes des pays bouleversés par des conflits internes. C'est pourquoi, je voudrais, au nom de la Nation, féliciter l'encadrement de notre armée, les officiers, sous-officiers et soldats.

Mes chers Compatriotes,

La main dans la main, unissant le passé et le présent, continuons notre marche résolue vers un futur lumineux pour que vive le Sénégal, dans une Afrique debout, unie et fière.

Bonsoir et que la fête soit belle